

L'Europe doit changer de cap : POUR une Europe sociale !

Depuis des années, la politique européenne est dominée par les intérêts économiques et financiers. AUSTÉRITÉ, DÉRÉGULATION et TOUT AU MARCHÉ déterminent depuis trop longtemps le contenu des politiques européennes. Les conséquences pour les travailleurs et pour le projet européen sont désastreuses, injustes et inacceptables.



- ★ Augmentation de la précarité
- ★ Concurrence déloyale et dumping social
- ★ Augmentation de la pauvreté, du risque de pauvreté, et « des travailleurs pauvres »
- ★ Montée du nationalisme et du racisme

Les travailleurs exigent un changement de cap !

Au niveau européen, les travailleurs exigent :

La mise en place d'un socle européen des droits sociaux fort, contraignant et concerté : Nous devons veiller à ce que la Commission ne promette pas de nouveaux droits tout en supprimant des droits existants. Elle ne peut donner d'une main et reprendre de l'autre !



La fin du dumping social : il n'est plus acceptable que les règles européennes permettent aux fraudeurs et esclavagistes des temps modernes d'exploiter les travailleurs. L'égalité de traitement des travailleurs est un principe fondamental. C'est la base d'une Europe sociale juste.

A ce titre, nous demandons :

- Une révision ambitieuse de la directive détachement qui garantisse le même salaire pour le même travail effectué !
- Le rejet de la carte européenne de service
- Une réforme de la coordination des systèmes de sécurité sociale dans le but d'offrir le maximum de protection aux travailleurs d'où qu'ils viennent ;
- Une lutte efficace contre les sociétés boîtes aux lettres

Le renforcement du dialogue social européen : le dialogue social européen est fondamental en vue d'obtenir une Europe de la justice sociale. C'est aussi la seule voie possible pour réconcilier les travailleurs avec le projet européen. A cet égard, les décideurs européens doivent impérativement respecter les accords des interlocuteurs sociaux européens.

Une augmentation salariale pour tous les travailleurs européens : la croissance et les gains de productivité doivent être justement répartis. C'est au tour des travailleurs, trop longtemps asphyxiés et négligés, d'avoir leur part.

Au niveau national belge,

Il est temps pour ce Gouvernement de prendre ses responsabilités. Il n'est plus acceptable que les ministres se cachent derrière des fausses excuses. Non ce n'est pas la faute de l'Europe, c'est la vôtre !

Il est temps donc que le Gouvernement belge fasse preuve d'audace et soit déterminé à faire respecter au niveau européen les principes fondamentaux de justice, d'égalité et de respect des droits sociaux.

Au moment de traduire en droit belge les règles européennes, le Gouvernement belge se doit également d'être à la pointe. Il faut donc qu'il exploite toutes les possibilités données par les textes européens.

Par ailleurs, un vrai pilier européen des droits n'aura de sens que si la Belgique et les autres Etats membres appliquent systématiquement ces principes.

Enfin, nous exigeons du gouvernement qu'il cesse avec l'austérité et se lance dans une réelle politique d'investissement public.

Informations pratiques

Nous vous fixons rendez-vous ce **8 novembre** afin d'obliger les dirigeants européens et belges d'enfin changer de cap. Pour une Europe sociale ! Pour une Europe qui protège et défend !

- **Rendez-vous à 10h aux Arcades, Parc du Cinquantenaire à Bruxelles (départ de la manifestation à 10h30)**
- **Arrivée 11h30 à la Place du Luxembourg, Bruxelles**

